

Arrondissement de Grasse

COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 juin 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	19	6

N° de la séance : 41

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Partenariat avec l'association
ADIL06 pour son action d'information sur
le logement pour le public de la CASA-
Octroi d'une subvention pour 2016

 Original
■ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.125

Date de la convocation :
Le 31/05/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 JUIN 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUIN 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 06 juin à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Madame BLAZY,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ne pouvant assumer directement l'ensemble des missions liées à la politique de l'habitat, certaines d'entre elles sont menées par des associations ayant des expériences dans le domaine concerné et présentant les qualités requises.

L'Association « Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes » (ADIL 06) a pour objet d'informer gratuitement le public sur toute question relative au logement et à l'habitat.

L'objectif de l'action est d'assurer des permanences et des actions de proximité dédiées à la population de la CASA. L'association peut animer, en tant que de besoin, des séances d'information collective, voire de formation auprès de populations ciblées en raison de la spécificité de leurs problématiques, mettre en place un programme de formation du personnel CASA sur les thèmes liés au logement et plus généralement collaborer aux actions mises en œuvre par la CASA dans le domaine de compétence de l'association.

L'association :

- Renseigne le public sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux du logement dans le cadre de 6 permanences sur le territoire de la CASA (Antibes, Vallauris, Valbonne, Biot, Villeneuve-Loubet, Bar sur Loup). Il s'agit d'une action de proximité qui s'adresse à tous les publics (locataires, propriétaires, co-propriétaires...).
- Participe à la formation et l'information de la Direction Habitat et Logement de la CASA, des Elus de la CASA et des habitants du territoire.
- Analyse les informations issues de la demande exprimée par le public et les diffuse à la CASA, à ses membres ainsi qu'à l'Association Nationale d'Information sur le Logement (ANIL).

Au cours de l'année 2015, 11 639 personnes ont bénéficié de l'action de l'ADIL 06 sur le département et 1616 sur le territoire de la CASA, que ce soit lors de permanences de proximité, par courrier électronique ou par téléphone.

L'objectif fixé de renseigner 1 500 personnes sur le territoire de la C.A.S.A a donc été dépassé.

Pour l'année 2016, l'ADIL06 se fixe le même l'objectif de 1 500 personnes renseignées.

Parallèlement à ces permanences et renseignements téléphoniques, l'ADIL 06 apportera son soutien à la CASA :

- Dans le cadre de la livraison de la résidence « Le Pous » sur Châteauneuf de Grasse, en accord avec le bailleur/promoteur et la commune, en organisant une réunion d'information pour les accédants à la propriété ;
- Dans le cadre du développement de la politique d'accession sociale à la propriété, en lui communiquant les informations juridiques ;
- Dans le cadre de formation et notamment :
 - Pour la lutte contre l'habitat indigne, une information auprès des techniciens et élus des communes de la CASA sur le pouvoir de police du Maire concernant les manquements au Règlement Sanitaire Départemental (RSD),
 - Sur les propriétés dégradées, dans le courant du second semestre 2016,
 - Et éventuellement sur la loi de transition énergétique.

Le budget prévisionnel 2016 de cette association est estimé à 769 000 €. L'action sur le territoire de la C.A.S.A. est de 20 770 €.

La CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 17 000 €, au titre de la reconduction de l'action menée en 2015.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la communauté ;

Considérant que les actions de conseil liées à l'habitat auprès des communes et de ses habitants menées par cette association s'inscrivent dans les compétences Habitat transférées à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la Communauté en raison du caractère essentiel du projet ;

Vu la Délibération relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique du logement social/ habitat, du 10 juillet 2006,

Vu le Programme Local de l'Habitat, validé par le Conseil Communautaire du 23 décembre 2011,

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat du 03 mars 2016,

Vu les crédits qui figurent au budget de l'exercice en cours ;

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer un montant total de subvention de 17 000 € au titre de l'aide aux acteurs associatifs œuvrant dans le domaine de l'Habitat,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association ADIL 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention,
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 de la direction habitat logement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer un montant total de subvention de 17 000 € au titre de l'aide aux acteurs associatifs œuvrant dans le domaine de l'Habitat,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association ADIL 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention,
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 de la direction habitat logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION
AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT
DES ALPES MARITIMES / ADIL 06**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Marguerite BLAZY agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, habilitée à signer la présente convention conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 6 juin 2016 ;

Ci-après désignée **CASA**

ET

L'Association dénommée Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'informer le public sur toute question relative au logement et à l'habitat, dont le siège social est situé 5 Rue du Congrès à Nice, représentée par Madame Dominique ESTROSI-SASSONE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ADIL 06**

EXPOSE

Par délibération en date du 10 juillet 2006, le Conseil Communautaire de la CASA a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Direction Habitat Logement.

Conformément à son Programme Local pour l'Habitat, le Conseil Communautaire de la CASA a défini une action de conseil lié à l'habitat, auprès des communes et de ses habitants.

Conformément à ses statuts, l'ADIL 06 exerce une mission d'information gratuite auprès du public sur toute question relative au logement et à l'habitat (droits et obligations des usagers, solutions de logement adaptées, conditions d'accès au parc locatif, aspect juridique et financier des projets d'accession à la propriété) conformément aux dispositions de l'article L.366-1 du code de la construction et de l'habitation.

La CASA, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Les actions ci-dessus indiquées ont reçu un avis favorable de la Commission Habitat du 03 mars 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'ADIL 06 s'engage à mettre en œuvre, pour l'année 2016, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'information du public de la CASA, dans le cadre de ses permanences et de formation.

L'objectif de cette convention est de soutenir ADIL 06 dans la mise en œuvre de sa mission sur le territoire de la C.A.S.A.

Dans ce cadre, il est prévu que l'ADIL 06 assure des permanences et des actions de proximité ayant pour but d'informer la population de la CASA tant en ce qui concerne l'habitat locatif et la copropriété que l'accèsion à la propriété. Des permanences ouvertes au public sont assurées aux Antennes de Justice communautaires d'Antibes Juan-les-pins, de Valbonne Sophia-Antipolis et de Vallauris Golfe-Juan, ainsi que dans les communes de Biot, de Villeneuve Loubet et de Bar sur Loup.

Elles se font sur la base minimum de :

- 6 heures hebdomadaires à l'antenne de justice d'Antibes,
Les vendredis de 9h30 à 16h30 (fermé entre 12h30 et 13h30)
- 3 heures mensuelles à Valbonne sur l'antenne de Justice,
Le 4^{ème} jeudi du mois de 9h à 12h
- 5 heures mensuelles à l'antenne de justice de Vallauris,
Les 1^{er} et 3^{ème} mardis du mois de 13h30 à 16h
- 3 heures mensuelles à l'espace associatif de Villeneuve Loubet,
Le 3^{ème} mercredi du mois de 13h30 à 16h30
- 3 heures mensuelles à la Mairie de Bar sur Loup
Le 2^{ème} lundi du mois de 14h à 17h
- 2h30 mensuelles au CCAS de Biot
Le 3^{ème} lundi du mois de 13h30 à 16h

Et à partir de septembre, pour ces deux dernières communes :

- 3 heures un mois sur deux à la Mairie de Bar sur Loup en alternance avec la commune de Biot
Le 2^{ème} lundi du mois de 14h à 17h
- 2h30 un mois sur deux au CCAS de Biot, en alternance avec la commune de Bar sur Loup
Le 3^{ème} lundi du mois de 13h30 à 16h

Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés.

Outre cette présence physique au sein des communes, l'ADIL 06 assure également des permanences téléphoniques quotidiennes.

Pour l'année 2016, l'ADIL06 se fixe l'objectif de renseigner 1 500 personnes sur le territoire de la C.A.S.A.

Parallèlement à ces permanences, l'ADIL 06 apportera son soutien à la CASA :

- Dans le cadre de la livraison de la résidence « Le Pous » sur Châteauneuf de Grasse, en accord avec le bailleur/promoteur et la commune, en organisant une réunion d'information pour les accédants à la propriété
- Dans le cadre du développement de la politique d'accèsion sociale à la propriété, en lui communiquant les informations juridiques.

- Dans le cadre de formation et notamment :
 - Pour la lutte contre l'habitat indigne, une information auprès des techniciens et élus des communes de la CASA sur le pouvoir de police du Maire concernant les manquements au Règlement Sanitaire Départemental (RSD).
 - Sur les propriétés dégradées, dans le courant du second semestre 2016
 - Et éventuellement sur la loi de transition énergétique

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2016.

Durant cette période, l'ADIL 06 s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 20 770 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- 1 bureau situé au sein de l'Antenne de Justice d'Antibes, sis 80 deuxième Avenue - Quartier Nova Antipolis,
- 1 bureau situé au sein de l'Antenne de Justice Valbonne Sophia Antipolis, 2 place des Amoureux/ Garbejaire,
- 1 bureau situé à l'Antenne de Justice de Vallauris, 6 Boulevard Docteur Jacques Ugo.

Ces bureaux sont équipés d'un mobilier classique et d'un téléphone pour les besoins exclusifs de la permanence. L'abonnement et les communications téléphoniques sont à la charge financière de la CASA.

Les intervenants de l'ADIL 06 pourront utiliser la photocopieuse et le fax de l'Antenne sous la responsabilité de la coordinatrice de Justice.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à : 770 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par ADIL 06 La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la CASA transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que l'ADIL 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

ADIL 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la CASA hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 17 000 € maximum.

En conséquence, le montant de la subvention totale tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à : 17 770 €.

Cette subvention est versée en deux temps : 70 % au cours du premier semestre 2016, le solde sera versé si les conditions des articles 6.1 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la CASA **un bilan semestriel et un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Bilan semestriel – Evaluation intermédiaire

L'ADIL s'engage à fournir en juillet 2016 un bilan qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'action) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre de personnes reçues lors des permanences
- Le nombre d'habitants de la CASA mobilisant l'ADIL (au siège et au téléphone)
- Le nombre de travailleurs sociaux (CCAS de la CASA et CASA) renseignés
- Le bilan de la formation organisée au premier semestre 2016

La CASA et l'association procéderont conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions dans le cadre d'un **Comité de suivi** organisé par l'Association qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'Association invitera la CASA à son **Assemblée Générale** et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

6.2 Bilan final – Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ADIL 06.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la CASA a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la CASA et ADIL 06, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la CASA mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

➤ ADIL 06 devra mentionner la participation de la CASA dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

ADL 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association ADIL 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er juillet au plus tard de l'année 2016.
- Si l'Association ADIL 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la CASA tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes au dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA des conditions d'exécution de la convention par l'Association ADIL 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la CASA peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA

ADIL 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association ADIL 06 mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12: ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association ADIL 06,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
La Vice-Présidente déléguée à
L'Habitat et au Logement

Dominique ESTROSI-SASSONE

Marguerite BLAZY

3-2.2 Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2016

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	135	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation¹¹	
Autres fournitures		CUCS	
61 - Services extérieurs	875		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation	250	Etat :	
Assurance	75	-CASA	20000
Documentation	550	Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	2710	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	130	Département(s) :	
Publicité, publication	375	-	
Déplacements, missions	1930	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Services bancaires, autres	275	-	
63 - Impôts et taxes	435	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	15780	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	10885	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	4895	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	65	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	20000	TOTAL DES PRODUITS	20000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	770	Prestations en nature	770
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	20770	TOTAL	20770

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/06/2016
Numéro : BC.2016.125
Nature : DE - Deliberations
Objet : Partenariat avec l'association ADIL06 pour son action d'information sur le logement pour le public de la CASA- Octroi d'une subvention pour 2016
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 110937186
Référence envoi : IDF2016-06-23T09-34-48.00
Envoyé le : 23/06/2016
à (TU) : 07h35:06

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/06/2016
Identifiant : 006-240600585-20160606-AOI_6124-DE

Acte reçu

Date : 06/06/2016
Numéro interne : AOI_6124
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Partenariat avec l'association ADIL06 pour son action d'information sur le logement pour le public de la CASA- Octroi d'une subvention pour 2016
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160606-AOI_6124-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160606-AOI_6124-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160606-AOI_6124-DE-1-1_3.pdf